



Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2009 - N° 1099 - juin 2009 -

Date de mise en ligne : mardi 30 juin 2009

Description :

Jean-Pierre Mon montre que, de la social-démocratie jusqu'au Front de gauche, la campagne pour les élections européennes révèle un manque total de courage... qui laisse les capitalistes maîtres du terrain.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Débandade de la social-démocratie

À l'occasion des élections européennes, le Monde a publié une enquête sur la social-démocratie qui « perd du terrain en Europe » [1]. « A priori, s'étonne le journaliste, la crise financière aurait dû être pain bénit pour la gauche en Europe. Régulation, réhabilitation de l'État, réduction des inégalités... les idées phares des sociaux démocrates dénoncées hier comme archaïques par les libéraux sont aujourd'hui au coeur des plans de sauvetage, y compris dans les pays où la droite est au pouvoir ». Et malgré cela, aucun pays ne bascule à gauche, bien au contraire. En 2001, les "socialistes" ou les sociaux démocrates étaient au pouvoir dans treize pays de l'UE, ils ne sont plus que huit aujourd'hui et risquent d'être encore moins nombreux dans peu de temps. La social-démocratie allemande a perdu toute crédibilité avec les divers plans Hartz mis en oeuvre par l'ex-chancelier Schröder et en passant un accord de gouvernement avec les chrétiens démocrates (magnifique mariage de la carpe et du lapin !). La troisième voie prônée par Blair, qui a longtemps fait illusion au sein des gauches européennes, a perdu toute crédibilité. C'est pourtant ce modèle qu'ont adopté les socialistes polonais, slovaques et hongrois mais ils semblent aller au devant d'un bel échec électoral. Le "moderniste" Zapatero, fidèle à la tradition réformiste du PSOE [2], espère renforcer un peu le maigre État-providence espagnol [3] tout en conservant le caractère libéral de l'économie, est en perte de vitesse. Et que deviennent les "socialistes" français dans tout cela ? Ils sont, comme leurs homologues Belges et Grecs « restés à l'écart des grandes remises en cause » [1] et « n'ont pas mieux résisté aux incursions de la droite sur le terrain de la régulation économique et de l'Europe protectrice » pour avoir longtemps sous évalué, voire refusé la mondialisation.

Un réformisme radical

C'est ce que propose M. Aquilino Morelle [4] pour sauver le PS français [5]. Pour lui « inventer le socialisme du XXIe siècle » est une « formule qui sonne étrangement » car, « on n'invente que ce qui n'existe pas ». Or, dit-il, « le socialisme existe. Il a précédé le marxisme et lui survit. Il se bat pour encadrer et maîtriser le capitalisme depuis la naissance de ce dernier au XIXe siècle. Et quels que soient ses traits nouveaux, le socialisme du XXIe siècle restera dans ses finalités, comme dans sa philosophie, très proche de ses aïeux des deux siècles précédents ». Encore un "socialiste" qui ne connaît pas les paroles de l'Internationale : ce n'est pas avec lui que « du passé on fera table rase » ! Si on l'en croit « il est illusoire de s'en remettre à la seule recherche de ces fameuses "idées nouvelles" pour nous sortir de l'ornière. Car les idées, en réalité, ne manquent pas au PS ». Voilà qui nous rassure. Dans un éclair de lucidité, il avoue : « Alors même que la droite, depuis trente cinq ans (?), a géré le pays de façon souvent médiocre et parfois calamiteuse, nous continuons trop souvent à intérioriser une forme d'infériorité politique et à en rajouter dans la course au titre de meilleur élève de la classe de gestion ». C'est effectivement là le gros problème ! Hélas, notre bon professeur ne s'arrête pas là. Il revient sur sa marotte : « Ce qui doit caractériser le socialisme, c'est l'intensité de son réformisme ». En fait, c'est le manque de courage de la gauche réformiste qui explique ses échecs électoraux successifs. Comme le montre Gorz [6], cela tient à sa trop timide tentative de gestion étatique du capitalisme et surtout à son attachement fatal à un keynésianisme qui n'a pas été en mesure de faire reculer le chômage.

Encore un effort, camarades !

Trente six économistes viennent de lancer un appel à voter pour le Front de gauche aux élections européennes. Trois d'entre eux, Dominique Plihon (Université Paris XIII), Jacques Sapir (EHESS), Richard Sobel (Université Lille I) ont expliqué leur démarche dans l'Humanité du 25 mai ; à la question « le marché permet-il le progrès économique

et social ? », ils répondent d'une manière dilatoire sous prétexte que le débat est ouvert tant chez les économistes que chez les citoyens. Après avoir critiqué les divers traités européens dont celui de Lisbonne qui, contrairement aux affirmations de Sarkozy, maintient le principe de la concurrence libre et non faussée, avec tout ce que cela implique en matière de services publics, de politique sociale et de politique budgétaire et monétaire, ils semblent regretter qu'ils soient transgressés quand ils nous disent : « Les déficits publics crèvent le plafond des 3 % du PIB, la dette publique celui des 60 % ; la Banque Centrale Européenne, avec beaucoup d'atermoiements, se résigne à intervenir sur les marchés financiers pour dénouer une crise que l'initiative privée s'avère incapable de surmonter ; des banques sont nationalisées, etc. Ces transgressions pourront servir de point d'appui pour un gouvernement qui serait soucieux de rompre avec le libéralisme : au nom de quoi seraient-elles acceptables pour sauver la banque et la finance, et non pour les domestiquer afin de satisfaire les besoins du plus grand nombre ? On ne peut pour autant soutenir que les traités ne sont que des tigres de papier. Juridiquement, ils s'imposent aux États membres ». J'avoue être perplexe devant ces déclarations, d'autant plus qu'ils ajoutent : « Financière et économique, la crise est aussi sociale et écologique. Elle exige une redéfinition de la construction européenne. Pour ne citer que cet exemple, un vaste plan financé par l'emprunt en faveur du ferroviaire et de la rénovation thermique des bâtiments permettrait de concilier écologie et soutien à l'activité et à l'emploi. Mais les traités n'autorisent pas cette solution puisqu'ils interdisent à l'Union toute possibilité d'emprunt ».

C'est un peu court comme programme de réforme monétaire ! Recouvrer le pouvoir d'emprunter auprès des banques, fussent-elles Centrales, est un peu court. C'est le pouvoir exclusif de création monétaire qu'il faut donner aux États et sous le contrôle des citoyens, sinon nous retournerons à court terme dans les errements actuels.

[1] Le Monde, 13/05/2009.

[2] PSOE = Parti Socialiste Ouvrier Espagnol.

[3] « Nous allons sortir de la crise avec une politique progressiste, avec plus de prospérité, plus de protection sociale et plus de droits pour les travailleurs, pas avec moins ». (L.R. Zapatero, meeting du PSOE, Madrid, 12/05/09).

[4] Professeur associé à l'université Paris I-Panthéon-Sorbonne, maître de conférences à sciences PO et ex-conseiller de Jionel Jospin lorsqu'il était Premier ministre.

[5] Le Monde, 24-25/05/2009.

[6] André Gorz, Le socialisme difficile, éd Le Seuil, Paris, 1967.